

Années 1930

Le Front Populaire (1936-1938)

La France face à la menace nazie

Vocabulaire historique

Front Populaire (1936-1938)

Accords de Matignon (1936)

Etatisations

Politique de non-intervention

Guerre civile espagnole (1936-1939)

Politique d'apaisement / politique de fermeté

Accords de Munich 1938

Plan du cours

La victoire électorale du Front Populaire (1936)

Grèves massives et occupations des usines

Les accords de Matignon

Une politique économique visant à combattre la récession

La France et la guerre civile espagnole : la politique de non-intervention

La fin du Front Populaire (1938)

Comment traiter l'expansionnisme hitlérien ?

Les élections de 1936 : le Front Populaire au pouvoir

Les élections de Mai 1936 ont été remportées par le *Front Populaire*, coalition tripartite, formée en 1935, composée de socialistes, Radicaux et communistes (46% des suffrages).

Cette victoire électorale de la gauche se devait, entre autres raisons :

à la poursuite de la crise économique,

à l'instabilité ministérielle,

au vif mécontentement des classes moyennes, ainsi que des fonctionnaires.

Un gouvernement a été formé par le leader socialiste Léon Blum (d'origine juive), avec l'appui, mais sans la participation des communistes, afin de ne pas effrayer les classes moyennes.

Pour la première fois dans l'histoire de France, trois femmes faisaient partie du gouvernement, nommées secrétaires d'Etat, alors que les Françaises restaient toujours privées du droit de vote.

Gouvernements des Gauches en France avant le Front Populaire

Cartel des Gauche (Radicaux-Socialistes) 1924-
1926

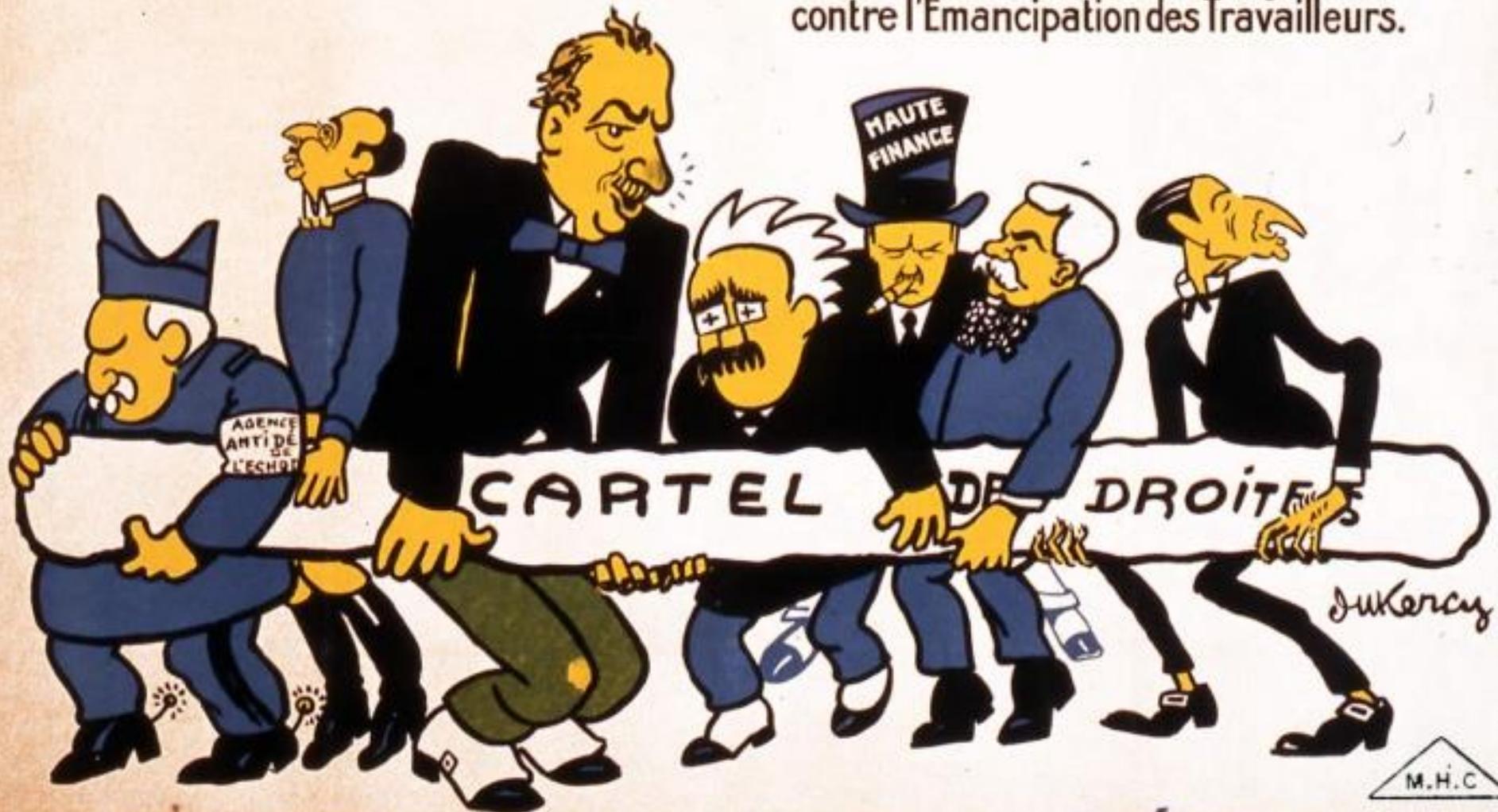
Cartel des Gauche (Radicaux-Socialistes) 1932-
1934 – chute du gouvernement après les
événements de *février 1934*

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 11 Mai 1924
PARTI SOCIALISTE (Section Française de l'Internationale Ouvrière)



VOTEZ POUR LE PARTI RADICAL SOCIALISTE car...

LE CARTEL DES DROITES EST contre la Paix, contre la Société des Nations
contre l'École unique, contre la justice fiscale
contre l'Émancipation des Travailleurs.



ILS VEULENT BARRER LA ROUTE A LA DÉMOCRATIE

Vu: le Candidat.

LE CHEF D'ŒUVRE DU CARTEL:

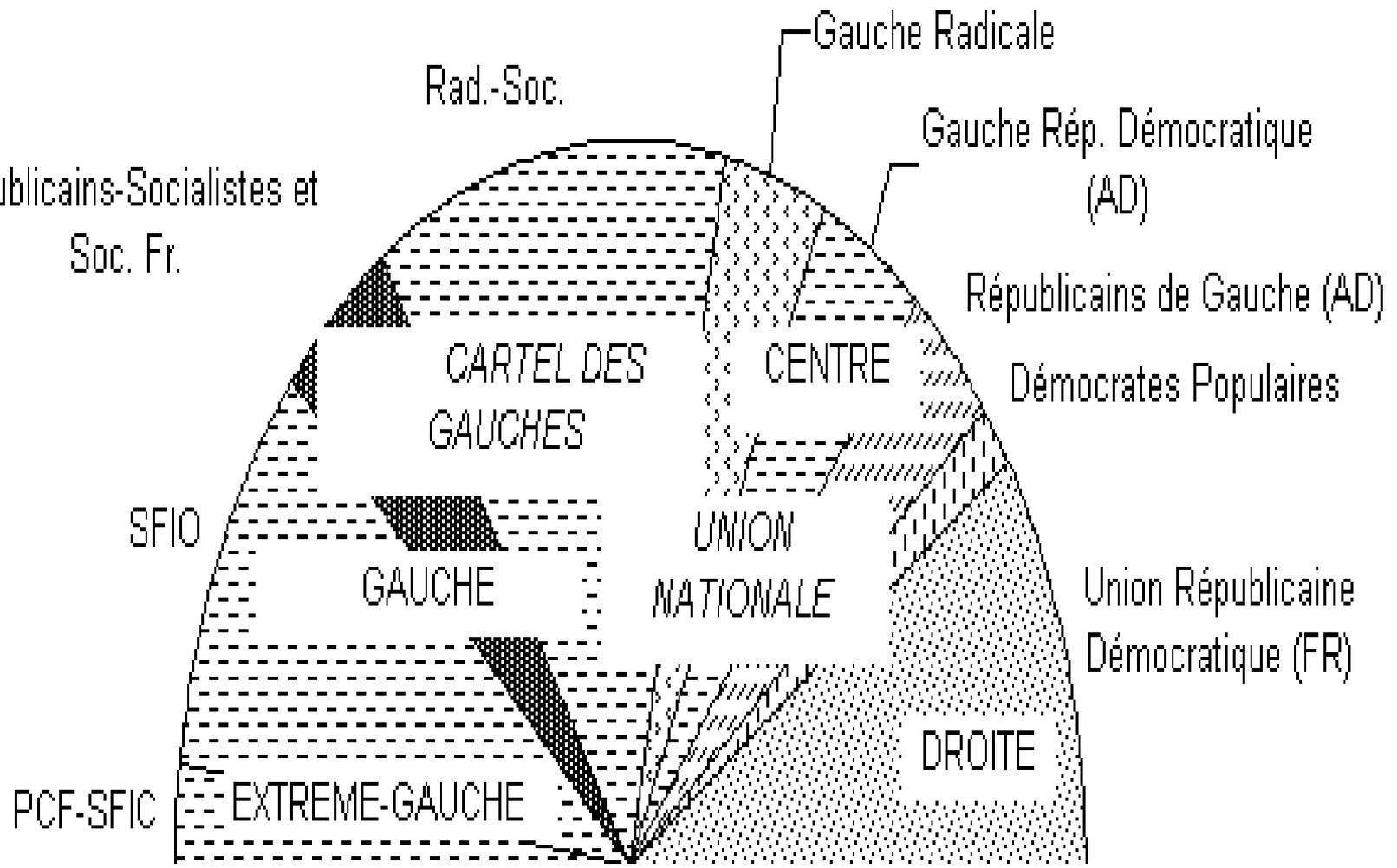


LA VIE DE PLUS EN PLUS CHERE

XIIIe législature (1924-1928)



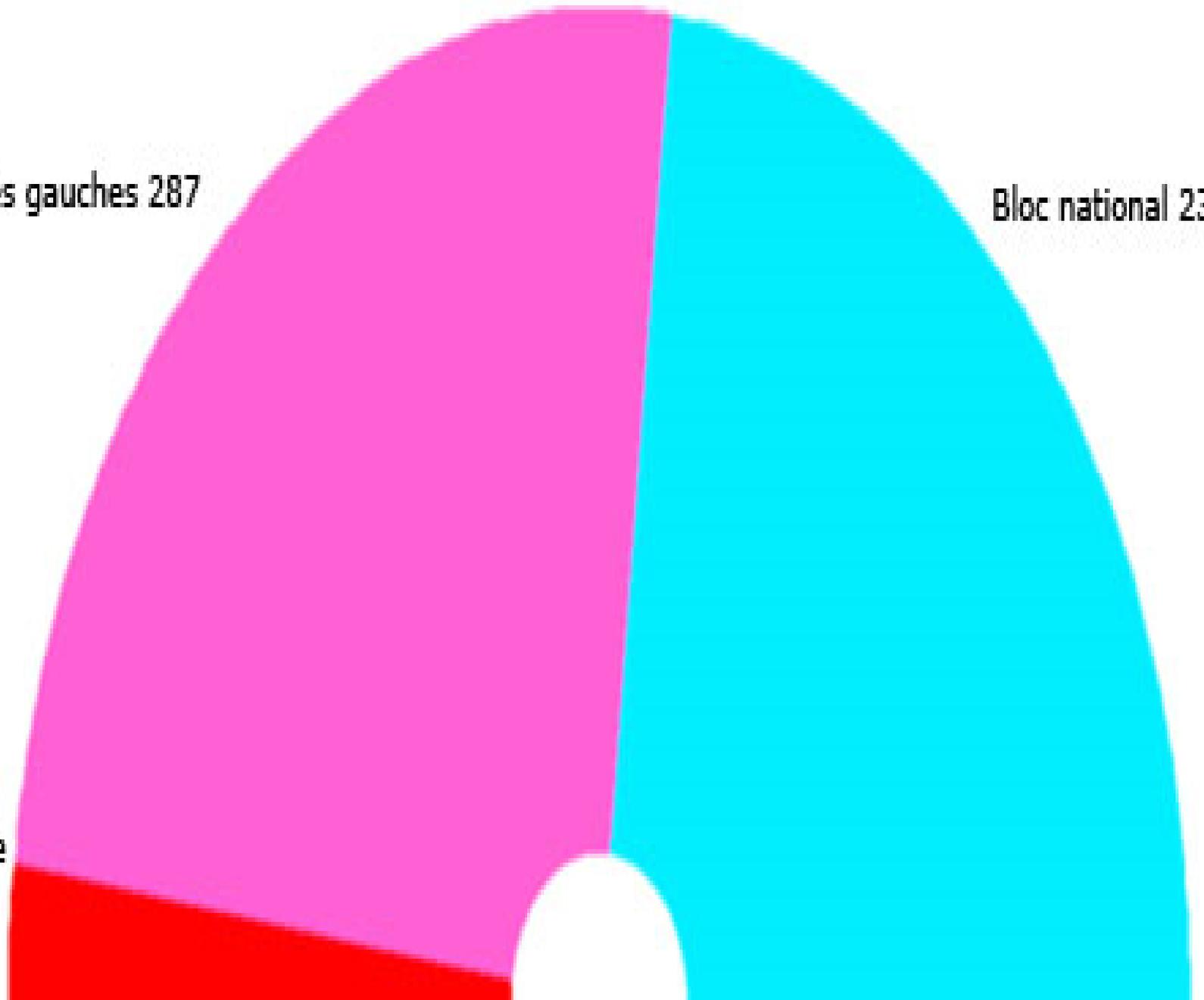
Républicains-Socialistes et
Soc. Fr.



Cartel des gauches 287

Bloc national 238

Section
Française de
l'Internationale
Communiste
72

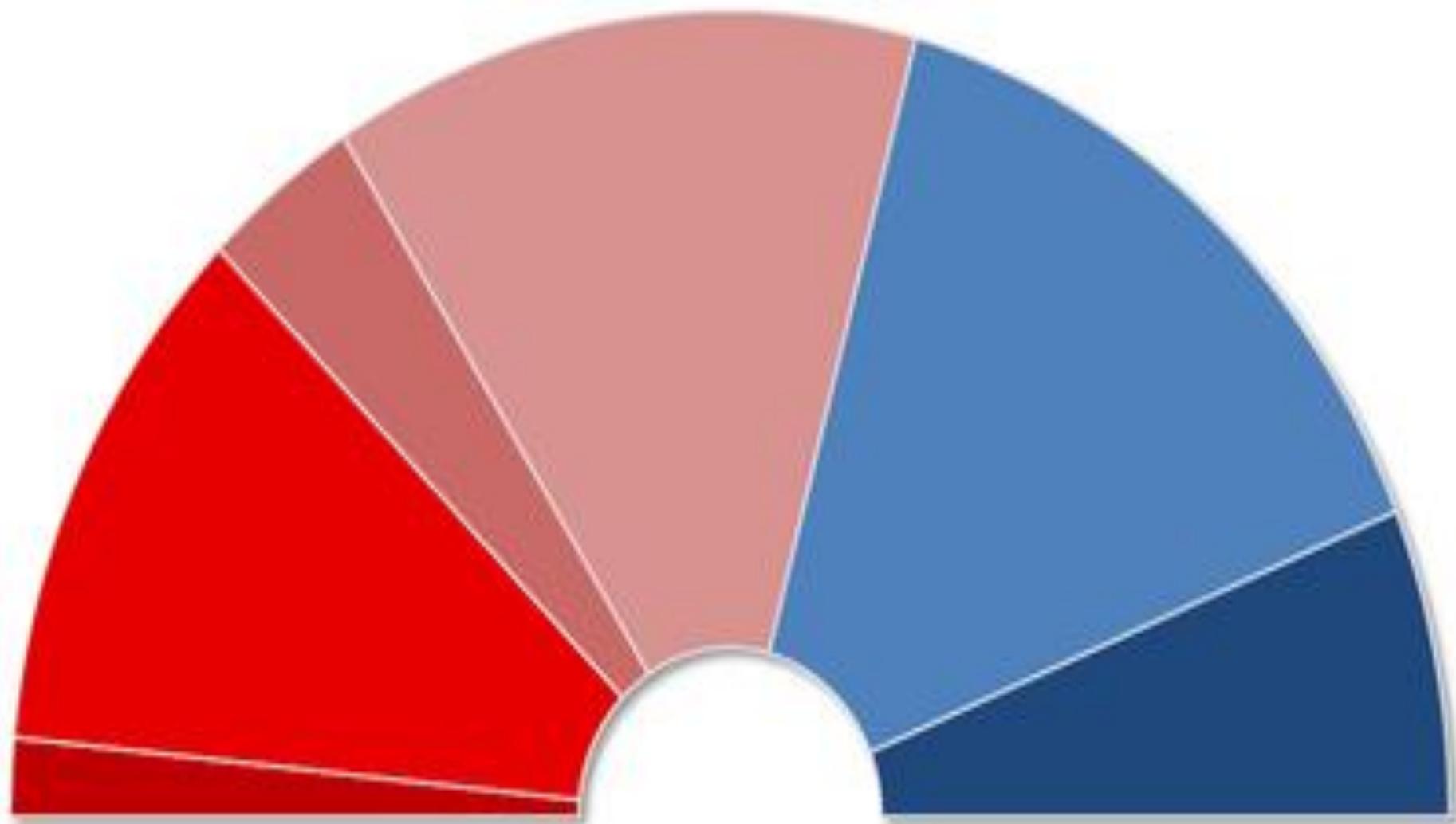


LE COUP DE BALAI 1932



VU LE CANDIDAT :

IMP. LA RENAISSANCE PARIS



Chambre des députés

*IIIème République - Elections des 1
et 8 mai 1932*

- Extrême-gauche [19]
- Socialiste [132]
- Divers gauche [43]
- Républicain, radical et radical-socialiste [160]
- Centre-droit [178]
- Droite [75]



Le Petit Journal

11 ET 12, RUE LAFAYETTE, PARIS (2^e) - TELEPH. TRUD. 042 ET LA SUITE - INTER : TRUD. 14 - ADRESSE TELEGR. : PETITJOURN PARIS

Mercredi

7 Février 1934

5 HEURES DU MATIN
 EDITION DE PARIS

Une soirée d'émeute à Paris

Des colonnes de manifestants parties de divers points de la ville ont marché sur la Chambre

Place de la Concorde et devant le Palais-Bourbon, elles se sont heurtées à la garde mobile et aux forces de police

A partir de ce moment, ce fut une série de bagarres violentes, de charges, de fusillades

On comptait à une heure du matin douze morts et plusieurs centaines de blessés

De nouvelles manifestations ont éclaté également dans la nuit en d'autres quartiers de la capitale

SÉANCE TUMULTUEUSE AU PALAIS-BOURBON

Après la lecture de la Déclaration ministérielle, le renvoi des interpellations demandé par le gouvernement a été voté par 343 voix contre 237



A 11 HEURES DU SOIR. EN DESSUS À GAUCHE : MM. GUY LA CHAUME, DUMAS, FRO, PASTEUR-BOUCOR ET ALAIN BERTRAND

Copyright © 1934, by the Cartel des Gauches. All rights reserved.



Ce sont des Anciens Combattants sans armes qui criaient :
"A BAS LES VOLEURS ! VIVE LA FRANCE "
que le Cartel a fait tuer le 6 Février 1934

LE FRONT POPULAIRE

NUMÉRO
SPÉCIAL

3
FRANCS

CONTRE



LA MISÈRE

LE FASCISME

LA GUERRE

POUR

le pain - la paix - la liberté

Textes de DALADIER, BLUM, THOREZ. — LANGEVIN, RIVET. — BÉLIN, LACOSTE, RACAMOND. —
CHAMSON. — LIAUTEY, MONNET, RENAUD JEAN, ETC...

...médite ceci :

seul le socialisme

EN RENDANT :

les usines aux ouvriers,
la terre aux paysans,
le travail aux jeunes,
le repos aux vieux.

assurera du pain pour tous
dans la paix et la liberté.

rejoins tes camarades en donnant ton adhésion au
PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

VI - LE CANTON

Deuxième Année - N° 1
LE
DENOËL ET STEELE

NUMÉRO SPÉCIAL
LE DOCUMENT

Janvier 1934
TRENTE-DEUX PAGES
PRIX : 3 fr.



**LE FRONT POPULAIRE
VAINCRA-T-IL
AUX ÉLECTIONS**

PAR RAOUL OUVRARD





65 ЛЕТ СО ДНЯ РОЖДЕНИЯ

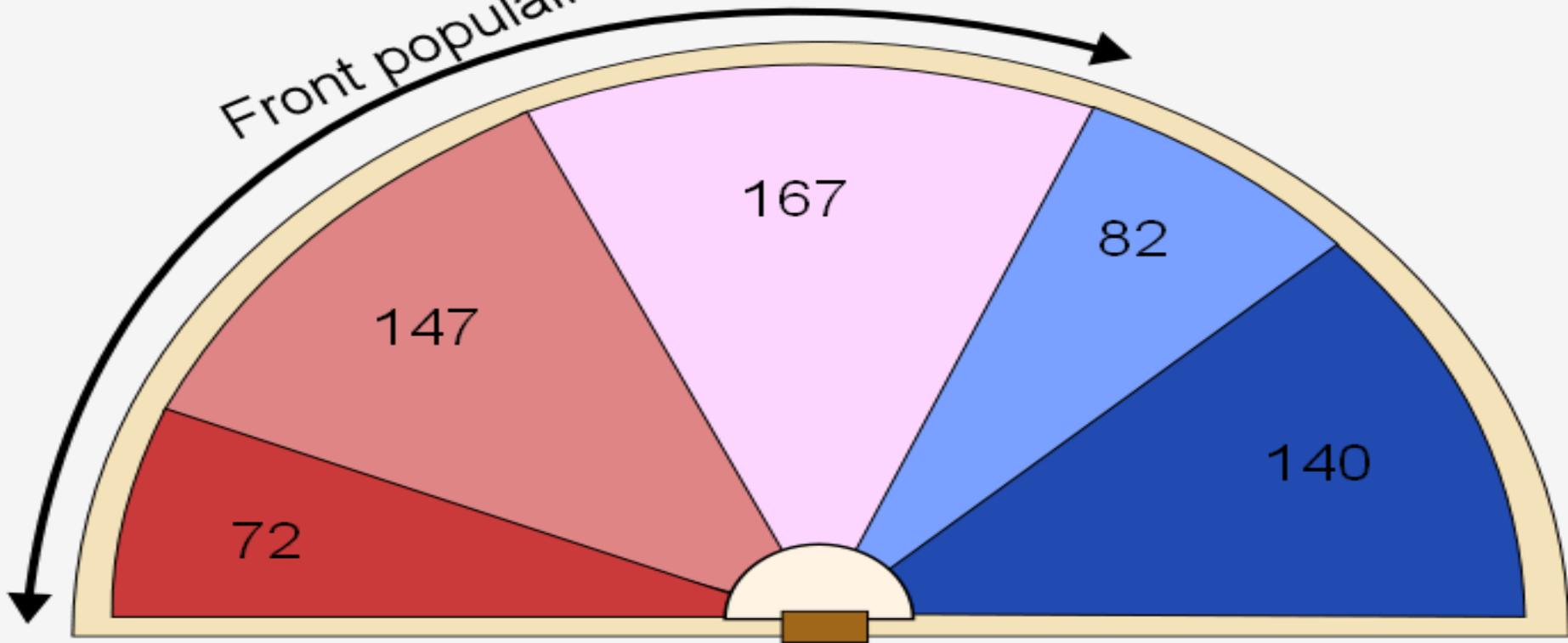
1965



МОРИС ТОРЕЗ
К ПОЧТА СССР



Front populaire



608 sièges à pourvoir



PCF



Centre Droit



SFIO



Droite



Radicaux et divers gauches

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ÉLUE EN MAI 1936

FRONT POPULAIRE

FRANCE

MOSCOU

CE SONT LES
SOVIETS QUI
TIRENT LES FICELLES
DU FRONT POPULAIRE



Les grèves de l'été 1936

A la suite de la victoire électorale, des grèves éclatèrent dans la métallurgie.

Elles se généralisèrent par la suite dans d'autres secteurs.

Les ouvriers protestaient contre l'aggravation des conditions de travail. Ils demandaient des améliorations pour leur vie.

Pour la première fois dans l'histoire de la France des usines furent occupées. « Habitées » par les ouvriers, elles devinrent des lieux d'amusement et de spectacle.

Les patrons exigeaient l'arrêt immédiat des occupations.







NOUS VOULONS le 40 HEURES



BOUCHARA





C.G.T.
TRAVAIL, PAIX, LIBERTÉ





Grève 1936
Auenberg



CHENON

POUR LE CONTRAT COLLECTIF
LES CIMENTIERS
DE LA BUTTE ROUGE
CHATENAY-MALABRY

Les accords de Matignon de 1936

Sous la pression du gouvernement du *Front Populaire* des négociations furent engagées entre le patronat et les représentants syndicalistes.

Ces négociations aboutirent aux *accords de Matignon*.

Ceux-ci prévoyaient :

- haussement des salaires des ouvriers,

- institution de la semaine de 40 heures,

- institution des congés payés (12 jours ouvrables par an),

- élection de délégués d'atelier dans les entreprises,

- application de conventions collectives.

Accords Matignon, 7 juin 1936 (extraits)

Art 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail [négociés avec les syndicats, ils fixent les conditions de travail]. [...]

Art 3. Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que le droit pour tous les travailleurs d'adhérer librement à un syndicat.

Art 4. Les salaires seront réajustés à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les plus élevés.

Art 5. Dans chaque établissement employant plus de dix ouvriers, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations visant l'application du Code du travail, les tarifs des salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Art 6. La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

Le Front populaire établit aussi des lois sociales : la semaine de 40h et les congés payés.

L'unité pour le pain a vaincu !

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.P.I.C.)
27 ANNEE - N° 13.606
LUNDI 8 JUIN 1936
DEUX ÉDITIONS
Rédacteur : JEAN JAURES
Directeur : MARCEL GACHIN
DISTRIBUTEUR : LA SÉRIE

LE VRAI MOTEUR DE LA FAISON



Plus nous progressons, plus nous sommes unis.

LA VICTOIRE EST ACQUISE !

Travail et propriété

L'unité pour le pain a vaincu !

Notre camarade Thorez fait acclamer notre soutien au gouvernement Léon Blum

Dans le Vol d'Orléans, tandis que des milliers de travailleurs se pressaient au dehors, le Président du Conseil a développé le programme de Rassemblement populaire



Les milliers de nos amis de province qui se sont pressés au Vol d'Orléans ont applaudi avec enthousiasme le programme de Rassemblement populaire.

Une foule ardente



Le programme de Rassemblement populaire a été applaudi par une foule ardente.

L'accord est réalisé entre les délégués des syndicats patronaux et les représentants de la C. G. T.

POUR TOUS LES TRAVAILLEURS DE TOUTES LES INDUSTRIES : RECONNAISSANCE DU DROIT SYNDICAL ET DES DÉLÉGUÉS D'ATELIERS AUGMENTATION DES SALAIRES DE 7 A 15 %, SANS DIMINUTION DES AVANTAGES SUPÉRIEURS DÉJÀ ACQUIS

Les travailleurs des pétroles ont obtenu satisfaction. Le réajustement en essence et en huiles lourdes redevient normal.

Les gars du Bâtiment de la région parisienne et les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais font grève aujourd'hui.

HIER, DES DIZAINES DE NOUVELLES VICTOIRES ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES

Pêches, commerçants, artistes, paysans, travailleurs de l'Etat et des Services publics, cheminots, ouvriers sapeurs occupés affirment dans l'enthousiasme leur solidarité agissante avec tous qui luttent pour le pain.

L'impression que nous avons eue à la suite de la tenue de ces congrès est que le mouvement des grèves en général, l'adhésion à la C. G. T. et à la victoire obtenue par la Chambre du Front populaire ont été favorisés par les faits.

Le haut patronat, groupé dans la Confédération générale de la Production française, a refusé la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

A l'heure où nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.

Comme nous sommes en train de célébrer la victoire obtenue en ce qui concerne les salaires, nous constatons que la lutte pour la reconnaissance des délégués d'ateliers et d'ouvriers élus par les ouvriers en grève sur place, a refusé d'accorder satisfaction aux revendications de la C. G. T.



Les grèves ont été favorisées par les faits.

LES POURPARLERS

BREF

BREF

LES ELECTIONS D'HIER

ÉCLATANTS SUCCÈS COMMUNISTES

ÉCLATANTS SUCCÈS COMMUNISTES



Portrait of a man, likely a political figure.

LA LISTE COMMUNISTE EN TÊTE À AGEN-BOURG

LA LISTE COMMUNISTE EN TÊTE À AGEN-BOURG

Mardi soir, à 20 h. 30

Jeunes des industries de

Jeunes des industries de





LL. 103 PERROS-GUIREC.

Jeux sur la Plage



UN FILM DE
HENRI DE TURENNE

'36

LE GRAND TOURNANT

Visto da comitè n° 3561

1936 - Les congés payés. Pour beaucoup de travailleurs, c'est la découverte de la mer





1936 Les congés payés



La Poste 2000

3,00 F

0,46 €

RF

La politique des nationalisations

Le gouvernement du Front Populaire considérait que l'Etat devait jouer un rôle moteur dans le domaine de l'économie.

Il procéda ainsi à des nationalisations (étatisations) d'entreprises privées.

L'ensemble du réseau ferré a été nationalisé en 1938, donnant naissance à une entreprise étatique, la *Société Nationale des Chemins de Fer Français* (S.N.C.F.).

Plusieurs usines d'aviation ont également été nationalisées.

Ainsi, la France pouvait se réarmer (face à la menace allemande), tout en menant une politique de relance industrielle.

UN SERVICE PUBLIC AU SERVICE DU PUBLIC



SOCIETE
NATIONALE
des
CHEMINS de FER
FRANÇAIS

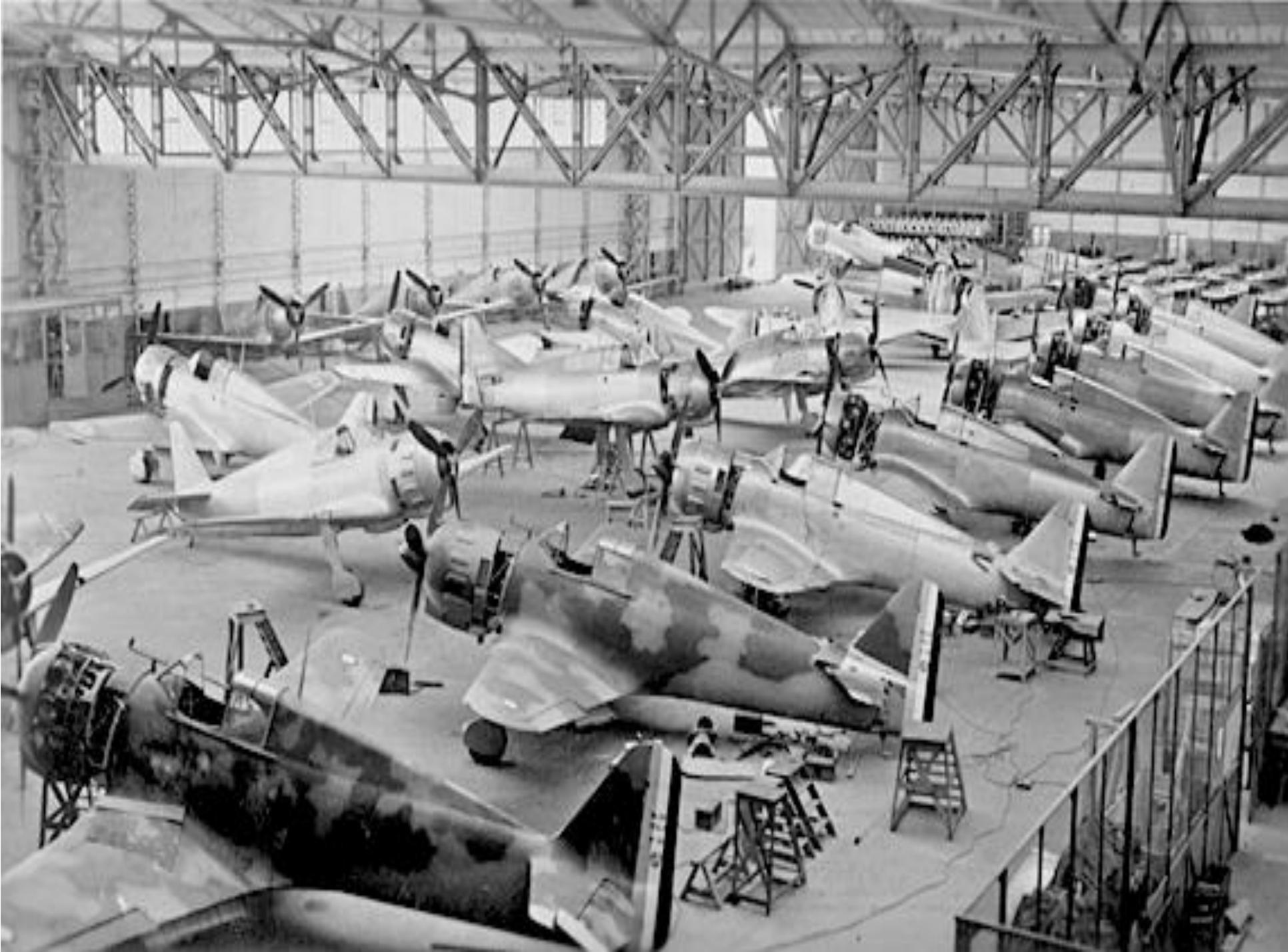


LE RAIL A VOTRE SERVICE



PHOTO C. LAPIERRE







La politique économique du F.P.

Le gouvernement du F.P. cherchait à relancer la production par la consommation.

Il cherchait aussi à réduire le chômage.

Il décida ainsi d'augmenter les salaires et de réduire la durée hebdomadaire du travail.

Mais les patrons se montraient méfiants. Ils plaçaient leurs capitaux hors de France.

La situation économique se détériora.

La production industrielle baissa.

Les prix augmentèrent.

Les exportations diminuèrent.

Les dépenses de l'Etat augmentèrent.

En somme après une courte période d'amélioration, la situation économique s'est à nouveau détériorée.

Remontée de l'antisémitisme

La présence d'un premier ministre, ainsi que de quelques ministres d'origine juif au sein du gouvernement du Front Populaire a renforcé le climat ambiant d'antisémitisme qui régnait en France dans les années 1930.

Léon Blum et ses ministres ont fait ainsi l'objet de nombreuses attaques de la part des milieux antisémitiques, notamment à travers la presse.

**FRANCAIS,
LE "FRONT POPULAIRE" VOUS INSULTE**

**"UN JUIF VAUT BIEN
UN BRETON"**

TELLE EST LA PHRASE, ACCOMPAGNEE D'INJURES,
ADRESSEE LE 5 AVRIL A LA CHAMBRE DES DEPUTES,
PAR **MARX DORMOY**, SOCIALISTE S. F. I. O.,
MINISTRE DE L'INTERIEUR DU **JUIF LEON BLUM**,
A M. PAUL IHUEL, DEPUTE DU MORBIHAN.

PATRIOTES, originaires de toutes les nobles provinces
françaises, vous laisserez-vous ainsi insulter par les plats valets
des Juifs, DETROUSSEURS DE L'EPARGNE ?

Non contents de pousser à la Révolution et à la Guerre
mondiale, les **EMBUSQUÉS** vous insultent.

La France aux Français !

PENDANT LA DERNIERE GUERRE :
JUIFS tués 1.350 : soit 1 sur 35 mobilisés
FRANCAIS tués 1.750.000 : soit 1 sur 5 mobilisés

M.H.C.

LISEZ CHAQUE JOUR

L'ACTION FRANÇAISE

Espagne 1936 : la montée au pouvoir du *Frente Popular*

Quelques mois avant la victoire du *Front Populaire* en France, une autre coalition de partis de gauche, le *Frente Popular*, regroupant socialistes, communistes et républicains, avait gagné les élections en Espagne (janvier 1936).

Quelques mois après la victoire du *Frente Popular*, les monarchistes et les partisans de la droite espagnole organisaient, sous la direction du général Franco et avec l'appui de l'armée, un coup d'Etat. Leur objectif était de mettre fin au gouvernement de la gauche, faire tomber la République et réinstaurer la Monarchie.

Une guerre civile éclata ainsi en Espagne. Elle dura trois ans (1936-1939). La droite monarchiste l'emporta.

Après la défaite des Républicains, environ 465.000 exilés Espagnols se réfugièrent en France. Un certain nombre d'entre eux furent internés dans des camps.



PARTIDO COMUNISTA

PARA DEVOLVER A SUS FAMILIAS
A LOS 30.000 PRESOS

PARA LLEVAR EL PAN A LOS
HOGARES
DE LOS PARADOS Y REPRESALIADOS

**¡VOTAD AL
FRENTE POPULAR!**

VOTO



JOVENTUD
SOCIALISTA

PARTIDO
SOCIALISTA

REPUBLICANA

PARTIDO
COMUNISTA

JOVENTUD
COMUNISTA

LA



VOZ

Madrid, Lunes 11 de Mayo de 1937. Precio de venta: 10 céntimos. Suscripción: 30 céntimos al mes. Director: Sr. D. Juan de Dios. Redacción: Calle de Alcalá, 100. Teléfono: 4000.

ESPAÑA VOTA POR LAS IZQUIERDAS

EL FRENTE POPULAR TENDRA MAYORIA ABSOLUTA EN LA PROXIMA CAMARA

SE CALCULA QUE SU MAYORIA EXCEDERA DE DOSCIENTOS SETENTA DIPUTADOS

EL SR. LERROUX SE HA QUEDADO SIN ACTA

Se ha declarado el estado de alarma en toda España



Los señores de izquierda propuestos por Madrid: Sr. D. Juan de Dios, Sr. D. Juan de Dios y Sr. D. Juan de Dios.

Madrid electoral, desde un taxi

La Casa del Pueblo condena

ACCION POPULAR

Contrarrevolucion o Revolucion
Antiespana o España

Los de Octubre o Nosotros
HAY QUE APLASTAR LA REVOLUCION

EL MARXISMO NO PASARA

¡Votad a España!

¡Contra la Revolucion y sus cómplices!







No pasarán!



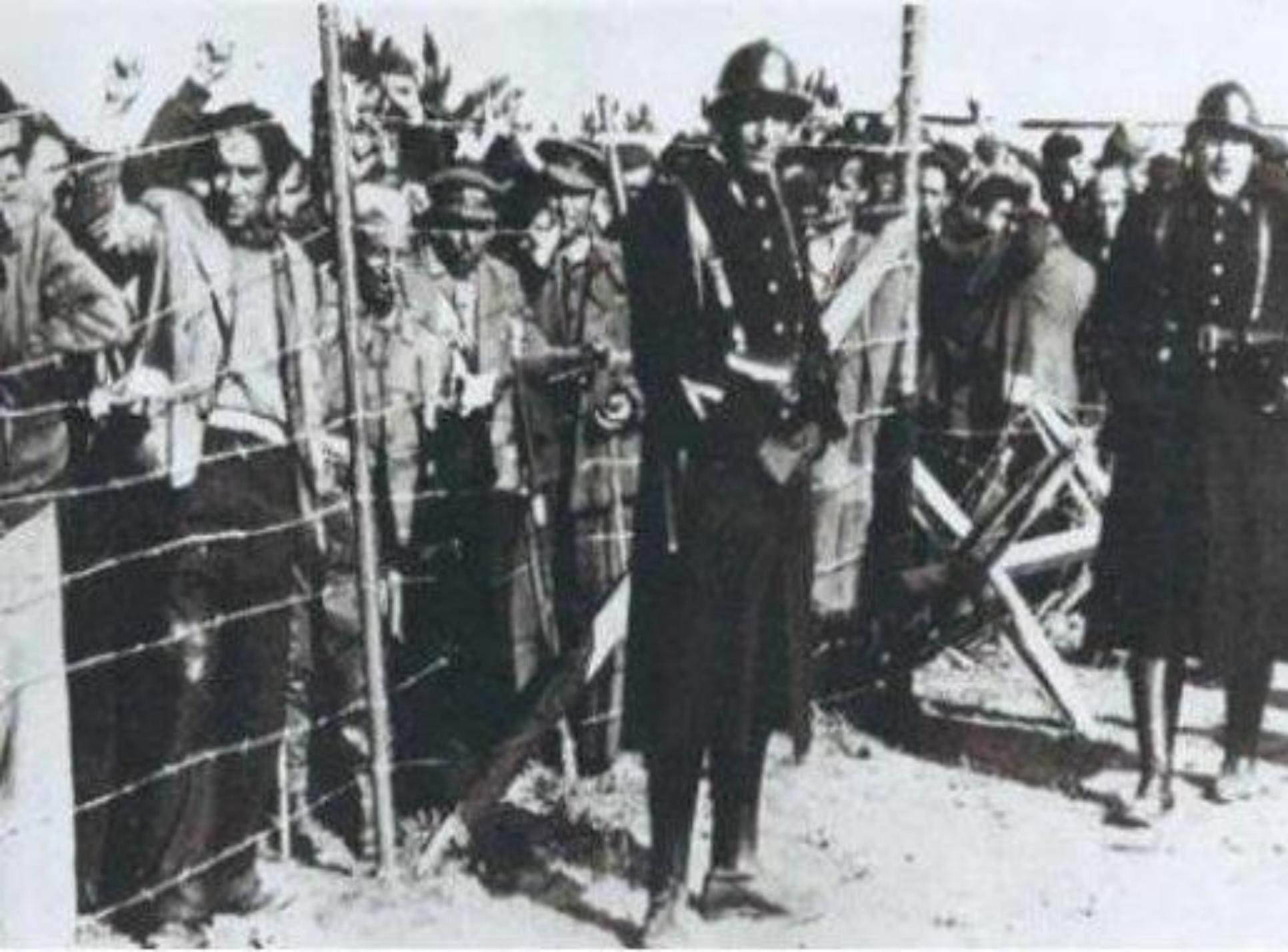






VIVE LA REPUBLIQUE
ESPAGNOLE.







LES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN FRANCE



arte

L'Indépendant

JOURNAL REPUBLICAIN QUOTIDIEN D'INFORMATIONS

50°

les-sur-Tech

En 6 jours, 45.000 réfugiés sont entrés dans les Pyrénées-Orientales a déclaré M. Albert SARRAUT

Le Ministre de l'Intérieur a défini les enseignements découlant
du voyage ministériel dans les Pyrénées-Orientales

Les devoirs d'humanité ont été observés dans le cadre de la sécurité de notre pays

Nous avons prévu le ravitaillement au delà de la frontière pour enrayer l'afflux qui vient jusqu'à notre porte.

Le collectage des isolés sera suivi d'un triage ayant pour objet de dépister ceux attirés en France par d'autres raisons que la panique.

Nous espérons que l'étranger ne laissera pas à la France seule la charge totale que représente ce devoir.

Au camp



era
irs

500 ou

Pyrénées, 1er février.

U
de

ICI *Se trouvait Le* **CAMP**
D'INTERNEMENT FRANÇAIS

DE **GURS** *OÙ FURENT INTERNÉS*

23000 Combattants Républicains Espagnols

7000 Volontaires des Brigades Internationales

120 Patriotes et Résistants Français

12860 Juifs immigrés internés en Mai-Juin 1940

6500 Juifs ALLEMANDS du Pays de BADE

12000 Juifs arrêtés sur le sol de FRANCE par VICHY

1939 SOUVENEZ-VOUS 1944

La France face à la guerre civile espagnole : la politique de la non-intervention

Après l'éclatement de la guerre civile espagnole, la première réaction du Front Populaire a été d'envoyer de l'aide au gouvernement républicain espagnol, répondant favorablement ainsi à sa demande.

Mais sous la pression de la droite et des Radicaux, Léon Blum, le premier ministre, a été obligé d'abandonner cette première réaction.

Le gouvernement français a proposé alors un *pacte de non-intervention* dans la guerre d'Espagne, qui a été signé par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, en 1936.

Mais l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste n'ont nullement respecté leur engagement et sont intervenus dans la guerre, en envoyant des troupes et du matériel, pour aider leur allié, le général fasciste Franco.

L'Union Soviétique, de son côté, a apporté de l'aide militaire aux Républicains Espagnols.

Le gouvernement français n'a pas empêché l'acheminement clandestin par son territoire de volontaires et du matériel militaire pour le camp républicain, mais il a continué à prôner une politique de non-intervention.

Cette position du gouvernement a été mal accueillie, tant par les ouvriers que par les communistes français, qui soutenaient le *Frente Popular*. Ils réclamaient des avions et des canons pour l'Espagne.

Ainsi, des fortes divisions internes éclatèrent au sein du *Front Populaire* autour de la question de la politique à mener face à la guerre civile espagnole, affaiblissant la coalition républicaine et antifasciste et menaçant la cohésion de son gouvernement.



Guerre civile espagnole Octobre 1937

- Zone républicaine
- Zone nationaliste





¡NO PASARAN!
EL FASCISMO QUIERE CONQUISTAR MADRID. EL FASCISMO
MADRID SERA LA TUMBA DEL FASCISMO. 6







Dans la lutte actuelle, je vois du côté fasciste les forces
périmées, de l'autre côté le peuple dont les immenses ressources
créatrices donneront à l'Espagne un élan qui étonnera
le monde

Miró.

COMITE POUR LA REVOLUTION ESPAGNOLE

A BAS LE BLOCUS

QUI ETRANGLE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Le Blocus International étouffe la Révolution Espagnole.

Hiler et Mussolini envoient des signaux inquiets en Espagne et s'efforcent à bombarder Valence et Barcelone.

Le Gouvernement Français ferme les frontières aux volontaires et refuse aux armes.

Des milliers de travailleurs perdent le pain quotidien à la Matinal le 4 Mars 1937 pour une Manipulation de Blocus contre le Mouvement révolutionnaire.

Levez-vous plus nombreux maintenant le blocus contre l'Espagne!

POUR briser le Blocus

et sauver la Révolution Espagnole en danger!

TOUS AU MEETING

Esprits des Espagnols du Front Populaire de venir s'expliquer à un Meeting

POUR ENVOYER

**DU LAIT
DU PAIN
DES COUVERTURES**

**ACHETEZ
LA CARTE DE SOLIDARITÉ
"SECOURS SOCIALISTE"**

FRANC



**A L'ESPAGNE
REPUBLICAINE**

PRENDRE LES CARTES DE SOLIDARITÉ AU COMITÉ LOCAL DE SECOURS - SECTION SOCIALISTE S.F.I.O.



CANONS des AVIONS
pour **L'ESPAGNE!**

FRANCAISE HEUREUSE

Jeunesse Communiste
F-J-C

COMMISSION DE SOLIDARITE ET D'ASSEMBLEMENT POPULAIRE

**POUR
L'AIDE AU PEUPLE
ESPAGNOL**



**VOUS APPELLE
RÉPUBLICAINS
DE FRANCE
A SECOURIR
ESPAGNE REPUBLICAINE**

CONTRE LE FASCISME POUR LA PAIX

**DIJOURS
10
JUILLET**

**VERSEZ
VOTRE OBOLE**

**LUNDI
18
JUILLET**

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

**AIDE
IMMÉDIATE A
L'ESPAGNE**

COMITÉ de PATRONAGE
DE LA S.I.A

René BEIIN
André CHAMSON
Lucien CRUZEL
Maurice DELEPINE
Georges DUMOULIN
Auguste FAUCONNET
Sébastien FAURE
Gaston GUIRAUD
Roger HAGNAUER
Léon JOUHAUX
Auguste L'ARGENTIER
Robert LOUZON
Victor MARGUERITTE
Jean NOCHER
Magdeleine PAZ
Docteur PIERROT
Georges PIOCH
Marceau PIVERT
Gaston PRACHE
Paul RECLUS
P^r Paul RIVET
Maurice ROSTAND
HAN RYNER
VIVIER-MERLE
Georges YVETOT



Leloup
37

SIÈGE CENTRAL, 26, Rue de Crussol, Paris. XI^e







Aide militaire soviétique aux Républicains Espagnols



Personnel militaire soviétique en Espagne





Personnel militaire soviétique en Espagne

André Malraux

L'espoir



L'écrivain André Malraux a participé comme aviateur à la Guerre civile espagnole, comme volontaire des Brigades Internationales



Des républicains Espagnols se réfugient en France,
après la défaite du camp antifasciste.



La fin du Front Populaire en France

En 1937 le gouvernement du *Front Populaire* dirigé par Léon Blum tomba. Un second gouvernement Blum fut formé en 1938. Des grèves d'ouvriers furent sévèrement réprimées par les forces de l'ordre et des syndicalistes licenciés. Le second gouvernement Blum ne dura que quelques mois.

Pourtant, ce même gouvernement avait initialement bénéficié d'une large popularité en 1936.

Quelles furent les causes de son échec et de sa courte vie ?

les divisions internes

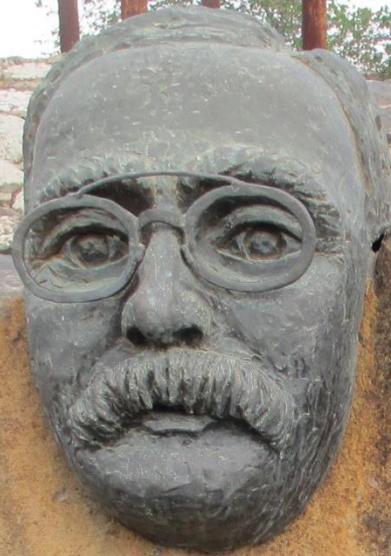
l'absence de réussite de sa politique économique

l'hostilité des patrons d'entreprises et des détenteurs de capitaux

les attaques virulentes menées par la droite



Léon Blum,
premier
ministre,
1936-1938



לאון בלום

ראש ממשלת צרפת

בשנים

1936-1937

1947

Léon Blum, Congrès socialiste,
1932









NOUS VOULONS le 40 HEURES

Manifestation du 14
juillet 1936



Léon Blum et Maurice Thorez







La France face à la menace nazie

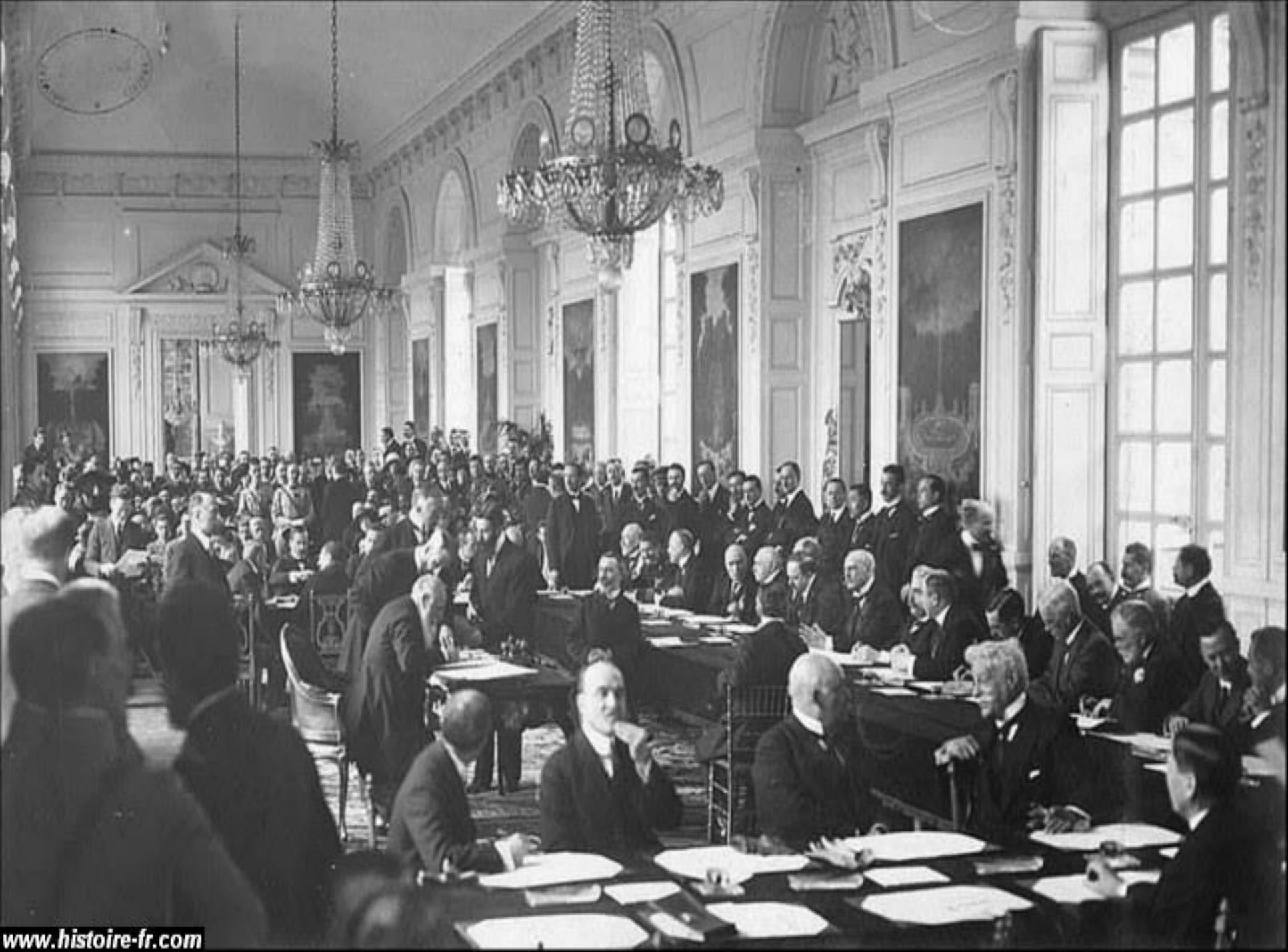
Comment traiter l'expansionnisme nazi ?

Le grand dilemme

Après la démission de Léon Blum, le *Front Populaire* était terminé politiquement.

Le nouveau gouvernement, formé en 1938 par Daladier (radical), soutenu par la droite, devait gérer, entre autres, la question de l'expansionnisme de l'Allemagne d'Hitler.

Après son avènement au pouvoir, Hitler et son gouvernement nazie ont systématiquement violé les accords du Traité de Versailles, notamment ses clauses militaires.



Rappel : clauses du Traité de Versailles concernant l'Allemagne (1919)

Clauses militaires

Réduction de l'armée à 100.000 hommes

Interdiction de disposer des armes lourdes et de l'aviation

Limitation de la flotte de guerre

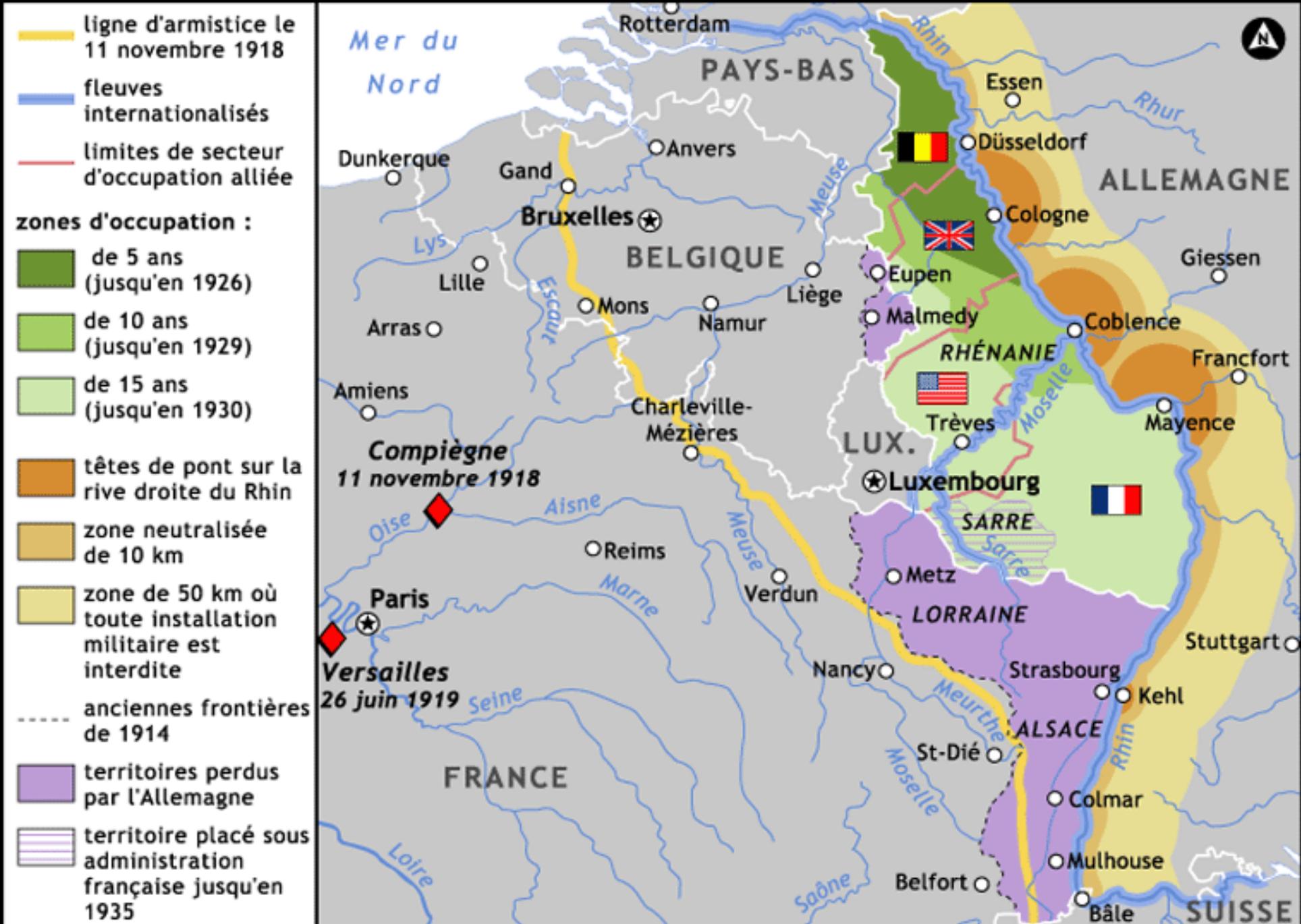
Démilitarisation de la rive gauche du Rhin

Clauses territoriales

Interdiction de l'*Anschluss*, c'est-à-dire l'unification de l'Allemagne et de l'Autriche (anciens alliés)

La Saar soumise au contrôle de la Société des Nations

Toutes ces clauses ont été violées par l'Allemagne nazie à partir de 1933



Le péril hitlérien

Après l'arrivée au pouvoir de Hitler (1933), l'Allemagne nazie:

a quitté la Société des Nations et la Conférence du Désarmement (1933)

a tenté d'annexer, avec l'aide de Nazis autrichiens, l'Autriche, sans succès (1934)

a rattaché la Sarre, après plébiscite (1935)

rétablit le service militaire obligatoire (1935)

a créé une armée de plusieurs divisions et équipée d'avions (1935)

a remilitarisé la Rhénanie (1936)

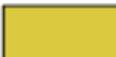
a envoyé des troupes en Espagne, pour soutenir les Franquistes (1936)

a intégré l'Autriche, avec l'appui d'une partie de la population autrichienne, à l'Allemagne nazie (Anschluss 1938)





Au mépris du traité de Versailles

 Rattachement de la Sarre par plébiscite (mars 1935)

 Remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936)

Les annexions

 Autriche: "Anschluss" (mars 1938)

 Les Sudètes (sept. 1938)

 Memel (mars 1939)

 Protectorat de Bohème-Moravie (Mars 1939)

Les conséquences de l'expansion allemande

 Annexions hongroises

 État slovaque

 Population de langue allemande



6

6



Deutsches Reich



Die Saat

ist
deutsch

für
alle Zeit

1935

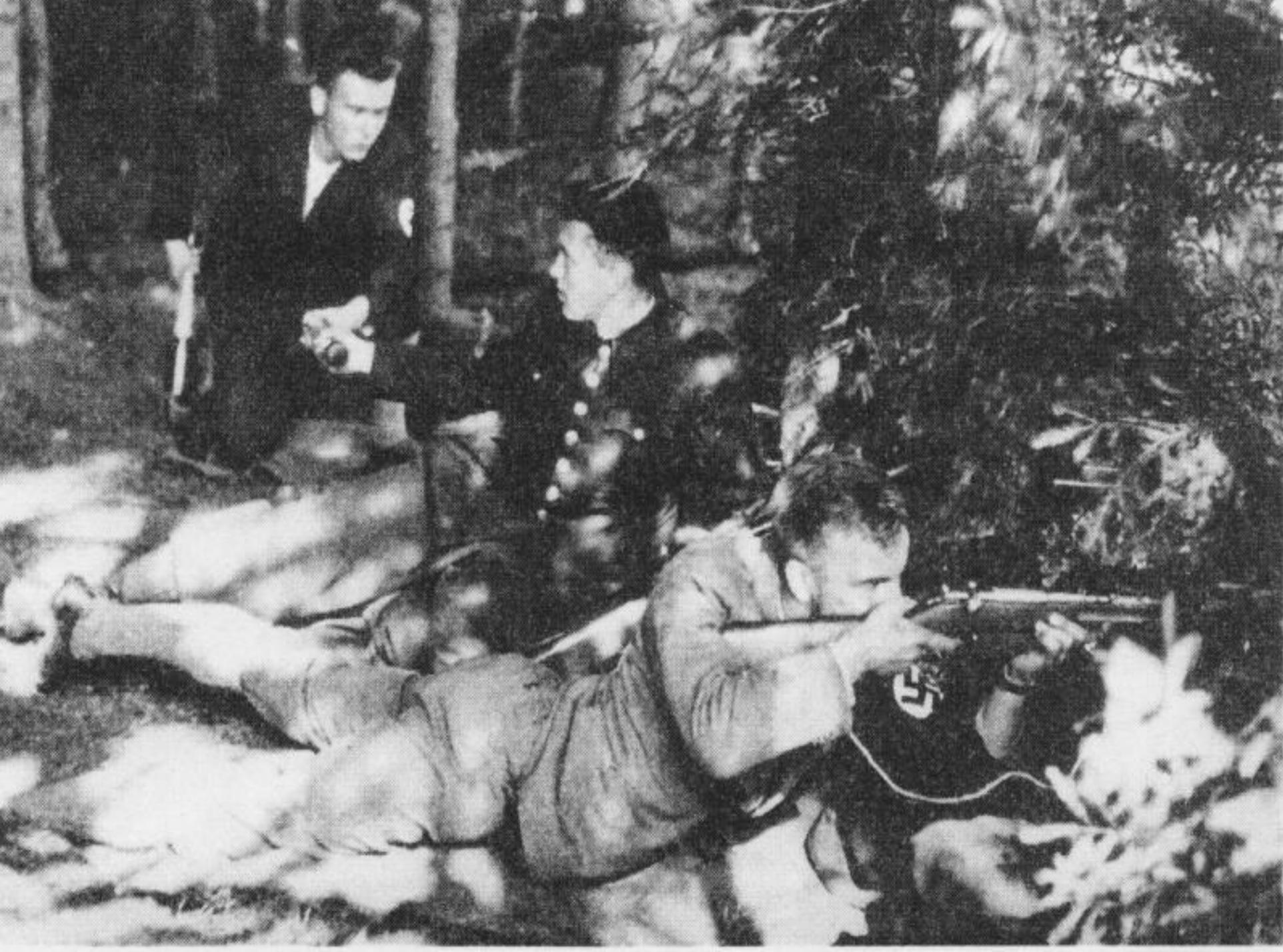








gettyimages®
Keystone-France



L'opinion publique française face à la menace allemande

L'opinion publique française se trouva divisée quant à l'attitude que devait mener la France face à l'Allemagne nazie.

La droite nationaliste, autrefois anti-allemande, préconisait la conciliation face aux dictatures.

De son côté, la gauche, autrefois pacifiste, soutenait la Société des Nations et réclamait la fermeté devant Hitler et Mussolini.

N'ayant pas une armée en état de soutenir sa diplomatie, la France se borna à protester contre les agissements de l'Allemagne

La classe politique française face à Hitler

Hitler exigeait l'annexion à la *Grande Allemagne* d'une partie de la Tchécoslovaquie, où habitaient les Sudètes, population germanophone, acquise au nazisme.

La classe politique française était divisée entre les partisans de la fermeté et les partisans de l'apaisement.

Les premiers considéraient qu'un nouveau recul français, après la remilitarisation de la Rhénanie et l'annexion allemande de l'Autriche, encouragerait Hitler dans ses visions expansionnistes et bellicistes. Il fallait donc de la fermeté pour garantir la paix.

Les seconds soutenaient, au contraire, que pour préserver la paix, il fallait céder aux exigences d'Hitler.

Fermeté ou apaisement face à Hitler?

L'Etat-major, de son côté, considérait que l'armée française n'était pas en mesure d'engager une opération militaire pour soutenir les Tchécoslovaques.

La Grande-Bretagne, l'allié le plus puissant et le plus sûr de la France, n'était pas disposée à prêter son soutien aux Français.

Ces facteurs renforçaient les partisans de la politique de l'apaisement.

La majorité de la classe politique française, ainsi que de l'opinion publique, était hostile à toute initiative hasardeuse pouvant conduire à une escalade et à une nouvelle guerre.

La mémoire de l'hécatombe de la Première Guerre Mondiale pesait lourdement sur la conscience des Français de l'Entre-deux-guerres, renforçant les attitudes pacifistes.

Certains partisans de la droite considéraient, par ailleurs, que le péril communiste intérieur était plus dangereux que la menace nazie extérieure.

Les accords de Munich 1938

Réunis à Munich, avec le *Fuhrer* allemand et le *Duce* italien, le premier ministre français (Daladier) et son homologue britannique (Chamberlain) acceptèrent les revendications allemandes.

Les Sudètes furent ainsi intégrés au *Reich* allemand.

La Tchécoslovaquie, sacrifiée, fut démantelée.

Les Français et les Britanniques croyaient ainsi avoir sauvé la paix.

Daladier, perçu par l'opinion publique comme un sauveur, fut triomphalement accueilli à son retour à Paris.

Les accords de Munich ont été majoritairement approuvés par les députés français (535 sur 610 votants).

Peu après la signature des accords, les troupes allemandes faisaient leur entrée à Prague.

L'Allemagne nazie n'a nullement respecté les accords.

En Septembre 1939, ce fut le tour de la Pologne de subir l'invasion allemande.

La Deuxième guerre mondiale venait de commencer.

Wir danken unserem Führer







Chamberlain.

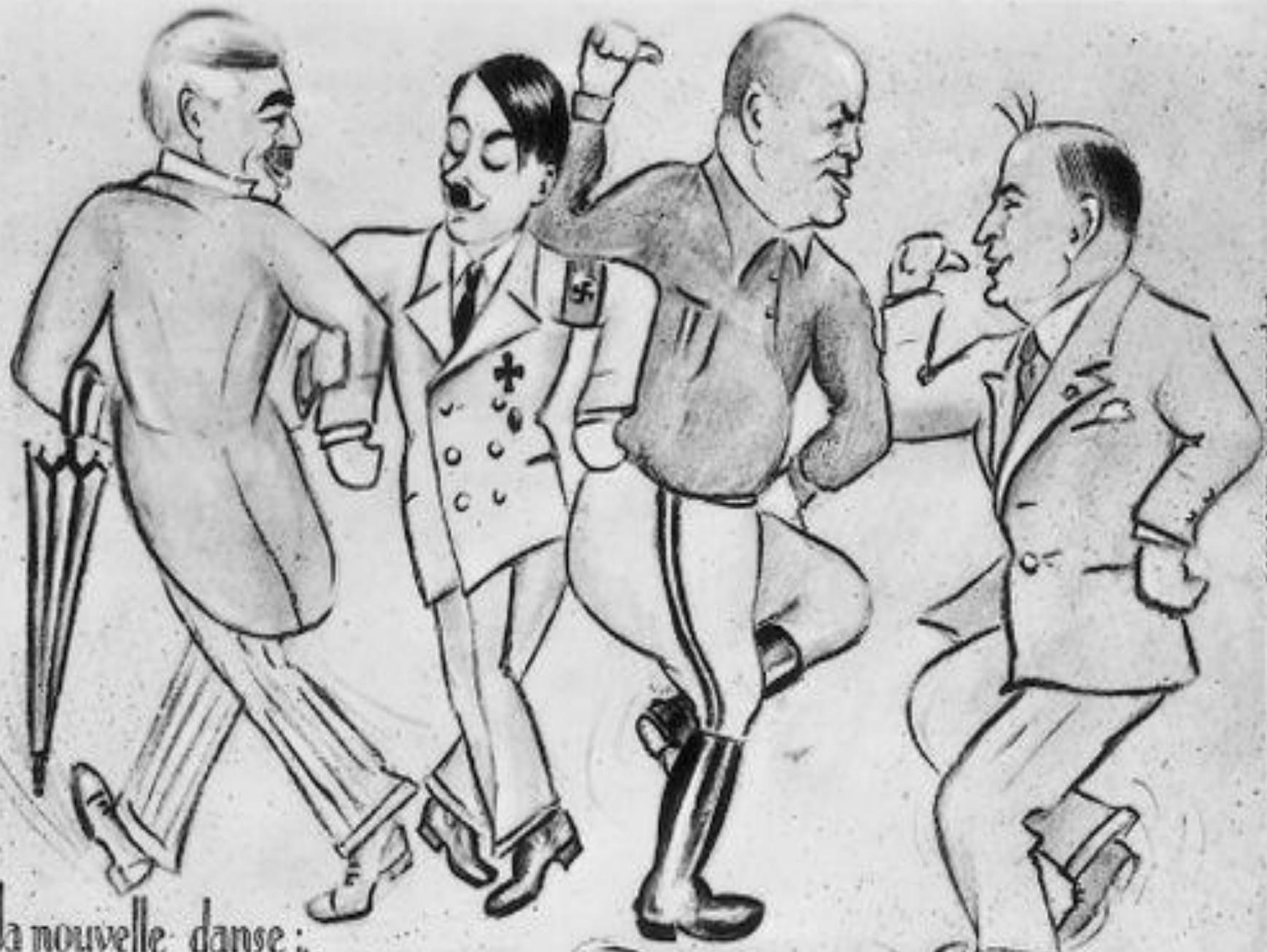
Daladier.

Mussolini.

Ciano.



Bundesarchiv, Bild 183-R72204
Foto: Hoffmann, Heinrich | 30. September 1938



la nouvelle danse:

l'Europa Walk Pax

Miorana





9/10 L. 2830
TEMPS PROBABLE
MÉTÉO. FRANCE. — 1000
MÉTÉO. ALGER. — 1000
MÉTÉO. MARSEILLE. — 1000
MÉTÉO. NANTES. — 1000
MÉTÉO. BORDEAUX. — 1000
MÉTÉO. LYON. — 1000
MÉTÉO. STRASBOURG. — 1000
MÉTÉO. BRUXELLES. — 1000
MÉTÉO. LONDRES. — 1000
MÉTÉO. MADRID. — 1000
MÉTÉO. BARCELONE. — 1000
MÉTÉO. VALENCE. — 1000
MÉTÉO. LISBONNE. — 1000
MÉTÉO. PORTO. — 1000
MÉTÉO. BOULOGNE. — 1000
MÉTÉO. CALAIS. — 1000
MÉTÉO. DIEPPE. — 1000
MÉTÉO. ROUEN. — 1000
MÉTÉO. NICE. — 1000
MÉTÉO. MONTECARLO. — 1000
MÉTÉO. GENÈVE. — 1000
MÉTÉO. MILAN. — 1000
MÉTÉO. VIENNE. — 1000
MÉTÉO. PRAGUE. — 1000
MÉTÉO. BUDAPESTE. — 1000
MÉTÉO. BERLIN. — 1000
MÉTÉO. COPENHAGUE. — 1000
MÉTÉO. STOCKHOLM. — 1000
MÉTÉO. OSLO. — 1000
MÉTÉO. HELSINKI. — 1000
MÉTÉO. TALLINN. — 1000
MÉTÉO. RIGA. — 1000
MÉTÉO. VILNIUS. — 1000
MÉTÉO. SOFIE. — 1000
MÉTÉO. BUCAREST. — 1000
MÉTÉO. BELGRADE. — 1000
MÉTÉO. BUDAPESTE. — 1000
MÉTÉO. PRAGUE. — 1000
MÉTÉO. VIENNE. — 1000
MÉTÉO. MILAN. — 1000
MÉTÉO. NAPLES. — 1000
MÉTÉO. PALERME. — 1000
MÉTÉO. CATANZARO. — 1000
MÉTÉO. REGGIO. — 1000
MÉTÉO. GENÈVE. — 1000
MÉTÉO. LAUSANNE. — 1000
MÉTÉO. ZÜRICH. — 1000
MÉTÉO. BÂLE. — 1000
MÉTÉO. BASEL. — 1000
MÉTÉO. GENÈVE. — 1000
MÉTÉO. LAUSANNE. — 1000
MÉTÉO. ZÜRICH. — 1000
MÉTÉO. BÂLE. — 1000
MÉTÉO. BASEL. — 1000

DERNIÈRE ÉDITION



Le Petit Parisien



10 cent.

LE PLUS LU DES JOURNAUX DU MONDE ENTIER

100 ANS
Samedi
1
OCTOBRE 1938
Paris

REDACTION ET ADMINISTRATION : 1622, RUE D'ENGLIS, PARIS (16^e) • TÉLÉGRAMMES : PARISIEN-PARIS • TÉLÉPHONE : PROVINCE 15 21 à 15 25 ; INTER-PROVINCE 46 à 48 • CHÈQUE PORTAL 338 00 PARIS

Paris acclame avec enthousiasme M. Daladier et la Paix sauvée

Du Bourget au ministère de la Guerre, le président du Conseil, qui avait voulu que M. Georges Bonnet fût à ses côtés, fut l'objet, ainsi que son collaborateur, d'ovations ininterrompues d'une foule immense consciente du péril conjuré

CET APRÈS-MIDI A 17 HEURES M. DALADIER RANIMERA LA FLAMME A L'ARC DE TRIOMPHE



MÈRES ET ENFANTS
DE FRANCE

DITES: **MERCI!**
AUX HOMMES



SAMEDI

1

OCTOBRE 1938

LE TEMPS D'AUJOURD'HUI

Après une semaine... (text is small and partially illegible)

EXCELSIOR

PARIS, 26 RUE DE LA VILLE-LÉVELLÉE (X^{VI})

FRANCE ET COLONIES 50

IMMENSE SOULAGEMENT DANS LE MONDE ENTIER

Prague a accepté hier l'accord de Munich

A son retour, M. Edouard DALADIER a reçu de Paris un accueil enthousiaste. Et ses collègues du gouvernement l'ont ardemment félicité.

Londres a acclamé M. Neville Chamberlain qui dans une dernière réunion avec M. Hitler avait élaboré, après l'accord de jeudi, une déclaration anglo-allemande.

L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE CELEBRENT TRIOMPHALEMENT LE DUCE ET LE FUHRER

**Les Chambres françaises
sont convoquées mardi**

**Leur séance sera précédée d'un conseil
de cabinet et d'un Conseil des ministres**



L'ACCORD EST FAIT

Hier matin, à 1 h. 40, M. Daladier, président du Conseil français, appose sa signature au bas du protocole de la conférence de Munich, en présence du chancelier Hitler et du m^{re} Goering

D'Angleterre, de France, d'Italie, trois hommes partent pour aller arracher leur pays à la guerre. Dès la seconde où ils se sont mis en marche, ils a révélé, une fois de plus, la même volonté parmi les hommes : à résister au danger.

Le salut républicain. Ce n'est pas celui d'une victoire, c'est celui d'une liberté. Mais, si, au lieu de la liberté, il n'y a que la guerre, il n'y a que la mort.

Et pourtant, ces hommes arrivent en triomphes. Ils marchent devant le peuple qu'ils représentent. Ils marchent sur les boulevards à l'arrivée de M. Daladier, sur les boulevards à son passage, sous son bras, devant l'histoire. Indéniable, elle qui se déplace en larges et profondes vagues, la justice d'aujourd'hui qui s'élève de quelques jours, au-dessus de la mort.

Devant ce retour qui annonce le début de notre liberté, devant ce retour qui annonce le début de notre liberté, devant ce retour qui annonce le début de notre liberté.

Ce qui vous manque, ce n'est pas la terre, mais la faculté d'en jouir. Le passage appartient à la première personne qui a des yeux pour le regarder.
LUBBOCK.

EXCELSIOR

LE TEMPS D'ALLOUER-SE!
MARDI
4
OCTOBRE 1938

PARIS, 28, RUE D'ENGLIEN (X^{VI})

FRANCE ET COLONIES 57

LA FIN DE LA CRISE INTERNATIONALE

"MAINTENANT QUE NOUS AVONS FRANCHI LE PROBLEME TCHECOSLOVAQUE IL DEVRAIT ETRE POSSIBLE DE REALISER DE NOUVEAUX PROGRES DANS LA VOIE DE LA PACIFICATION DE L'EUROPE"
déclare M. Chamberlain aux Communes

Avant lui M. Duff Cooper était intervenu pour donner les raisons de sa démission



M. DUFF COOPER QUITTANT L'AMBASSADE A LONDRES, POUR SE RENDRE A LA CHAMBRE.

M. Atlee, sir Archibald Sinclair et M. Eden ont pris la parole après le premier ministre.

LONDRES. 4 octobre. — C'est devant une salle encombrée que la Chambre des communes s'est de nouveau réunie cet après-midi pour entendre une nouvelle déclaration du premier ministre.

M. Duff Cooper expose les raisons de sa démission

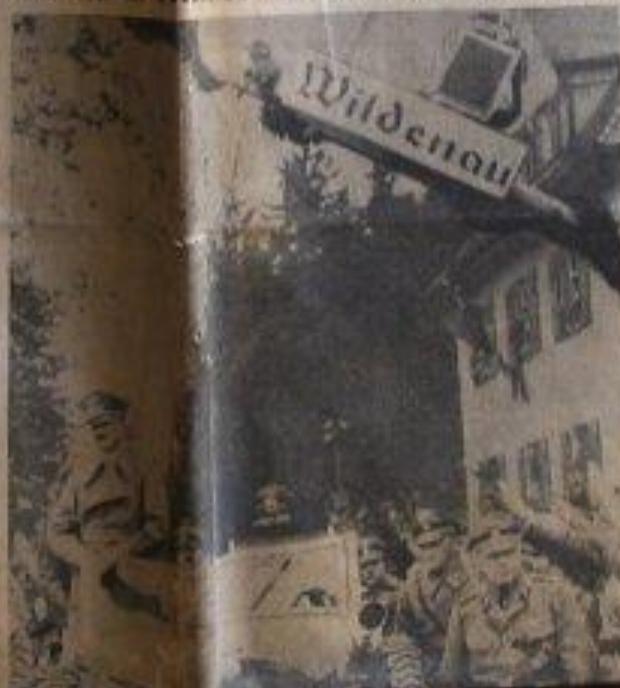
Avant que M. Chamberlain ne prenne la parole, M. Duff Cooper explique les raisons pour lesquelles il avait décidé de donner sa démission de premier lord de l'Échiquier.

Selon lui, si la politique étrangère de la Grande-Bretagne a subi une grave défaite dans ces dernières semaines, c'est que le gouvernement britannique n'a pas su faire pleinement comprendre ses attitudes aux autres pays.

M. Duff Cooper se retire, puis M.

LES TROUPES ALLEMANDES ont commencé l'occupation de la 3^e zone des Sudètes

LE CHANCELIER HITLER EST VENU A EGER OU IL A PRONONCE UNE ALLOCUTION



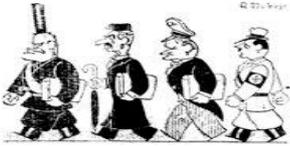
Cet après-midi à la Chambre communication du gouvernement sur les accords de Munich

Une seule interpellation retenue : celle de M. Chichery

LES AUTRES INTERPELLATEURS se borneront à expliquer leur vote

ON ESCOMPTE une approbation massive de la politique de paix

La perspective d'une telle approbation, assurément à la Chambre, après la lecture du communiqué de M. Chamberlain, a été l'élément déterminant de la décision prise par le gouvernement britannique de ne pas accepter l'interpellation de M. Chichery, qui a été retenue. Les autres interpellateurs se borneront à expliquer leur vote.



l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (S.F.I.C.)

Rédaction et administration : 104, rue Moutonnet — Paris (2^e)
LE NUMÉRO : 50 CENTIMES

Fondateur : Jean JAURÈS
Directeur : Marcel CACHIN
Bénédictaire de la Seine

35^e ANNÉE. N° 14.530
SAMEDI
1^{er} OCTOBRE 1938
QUATRE ÉDITIONS

L'ARMÉE HITLÉRIENNE ENTRE AUJOURD'HUI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

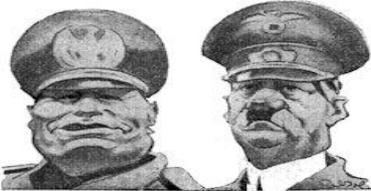
... Ainsi en ont décidé les "Quatre" qui ont adopté les dispositions essentielles du monstrueux mémorandum de Godesberg

Dans un message radiodiffusé, le général Sirovy annonce que le gouvernement tchécoslovaque se soumet au diktat de Munich "sans précédent dans l'histoire"... Il élève une protestation solennelle contre l'amputation du pays au profit de Hitler

DÉCLARATION MENAÇANTE DE LA POLOGNE CONTRE PRAGUE

A PARIS, LE CONSEIL DES MINISTRES A DÉCIDÉ LA CONVOCATION DES CHAMBRES POUR MARDI

Nous ne sommes pas dans la période des déclarations. Nous sommes dans la période des actes. Nous ne sommes pas dans la période des déclarations. Nous sommes dans la période des actes. Nous ne sommes pas dans la période des déclarations. Nous sommes dans la période des actes.



LES FAUVES
... gorgés, mais certains rassasiés !



La conférence de M. DALADIER à MUSSOLINI et à HITLER, jeudi au Führerbau... GOERING sourit

On a pu remarquer que les déclarations de Godesberg n'ont pas été totalement satisfaisantes. Elles ont soulevé de graves questions sur la situation internationale. On a pu remarquer que les déclarations de Godesberg n'ont pas été totalement satisfaisantes. Elles ont soulevé de graves questions sur la situation internationale.

Mais qu'on ne s'y trompe pas ! Ces déclarations concernent les déclarations de Godesberg. Elles ont soulevé de graves questions sur la situation internationale. On a pu remarquer que les déclarations de Godesberg n'ont pas été totalement satisfaisantes. Elles ont soulevé de graves questions sur la situation internationale.

Lire en 3^e page
l'article de
Marcel CACHIN
Pacte à quatre !

DES FORTIFICATIONS ET DU MATÉRIEL QUI ONT COUTÉ PLUS DE VINGT MILLIARDS ET DONT LA PERTE LAISSE UN PEUPLE ENTIER SANS DÉFENSE

A Prague, s'est déroulée hier une émouvante manifestation populaire

TEMPÊTE AUX ETATS-UNIS

Un message d'une violence inouïe a balayé la côte de l'Atlantique aux Etats-Unis. Le parti pour New-Deal (« New Deal »), aux prises avec la dépression, a particulièrement souffert de la tempête. Les avions sont en panne, les navires sont bloqués et plusieurs sont coulés.



Ce soir à minuit retardez vos pendules d'une heure

TROIS GANGSTERS MARSEILLAIS ASSAILLENT UN CONTREMAÎTRE EN PLEIN JOUR

REMUE-MÉNAGE AU GRAND PALAIS



Le Salon de l'Automobile va ouvrir ses portes à Paris. A l'extérieur du Grand Palais, on s'apprête à recevoir les visiteurs nombreux de cette manifestation. Aussi, l'installation des plantations est l'objet de soins attentifs.

Collision en gare de Provins

Provins, 30 septembre. — Un accident qui a coûté la vie à un jeune homme et fait sept blessés, dont un enfant de dix ans, s'est produit à Provins, vers dix heures, au moment où deux trains se croisaient en gare.

L'impossible ajournement

Si l'on veut en outre la preuve qu'il ne s'agit pas d'un simple ajournement, on peut se reporter à la presse de la veille. Les journaux de la veille ont publié des articles qui ont démontré que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement. On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement. On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement. On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement. On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement. On a pu lire, il y a quelques semaines, dans le « Journal de la Seine », que l'ajournement n'est qu'un simple ajournement.

Pour la sauvegarde de la paix

PROCÈS-VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (Séance du 30 septembre 1938)

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français s'est réuni ce soir, à Paris, sous la présidence de Maurice Thorez, représentant le Bureau Politique du Parti Communiste Français. Le Bureau Politique a examiné le procès-verbal de la séance précédente et a adopté les conclusions suivantes.

P.-E. Flandin félicite... Hitler

M. Pierre-Étienne Flandin a exprimé, hier, à 12 h. 30, le Miroir, ses félicitations à Hitler, en raison de la signature de la déclaration de Munich.

... gorgés, mais certains rassasiés !

L'armée allemande à Prague 1939







PARTITION OF CZECHOSLOVAKIA 1938-1939

